

Questions orales

fondé pour consentir 2,3 millions de dollars à la construction d'un système d'égout pour Portland Estates, un projet de développement résidentiel privé de Dartmouth.

Faut-il comprendre maintenant que chaque projet de développement résidentiel privé en Nouvelle-Écosse est admissible à un tel montant de financement ou que ce projet particulier a été ainsi subventionné parce que l'entrepreneur concerné est un ami personnel du gouvernement conservateur de la Nouvelle-Écosse?

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, l'aménagement du territoire de la Nouvelle-Écosse est une responsabilité première du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. C'est dans cet esprit-là que ce gouvernement a rédigé et approuvé... et le Parlement a approuvé les lois et les fonds nécessaires au développement de ces programmes. Nous reconnaissons la responsabilité du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, et nous sommes particulièrement fiers du fait que des fonds du gouvernement canadien aient été dépensés dans le territoire de la Nouvelle-Écosse pour son aménagement.

* * *

[Traduction]

LES AÉROPORTS

L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON—ON DEMANDE DE DIRIGER LE TRAFIC VERS HAMILTON

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Cette période de l'année est merveilleuse d'habitude. Malheureusement, bien des Canadiens sont frustrés et ennuyés par le fiasco qui règne à l'Aéroport international Pearson de Toronto à cause des longs délais, des corridors aériens congestionnés et du danger véritable que cette situation fait courir aux passagers. Puisqu'il existe un aéroport rentable, sous-utilisé et très accessible à Hamilton, le ministre des Transports prendra-t-il les mesures nécessaires en redirigeant le trafic aérien de cet aéroport vers l'aéroport de Hamilton ou faudra-t-il qu'une catastrophe survienne pour que le gouvernement agisse?

L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que des mesures ont déjà été prises à l'Aéroport international Pearson vendredi puisqu'on a commencé à contrôler le trafic aérien en le limitant à tant de vols l'heure. Voilà ce qu'on a fait. La circulation aérienne s'est bien déroulée hier et aujourd'hui également. Les vols se poursuivront ainsi pendant toute la Noël afin de permettre aux

Canadiens de voyager au pays avec le moins de retard possible.

ON DEMANDE DES MESURES

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, fait intéressant, un autre député de la région de Hamilton qui appartient au parti ministériel refuse d'appuyer les déclarations de vendredi de sa propre ministre junior.

Je signale à la ministre junior qu'il y a trois ans, le parti libéral a prié instamment le gouvernement de déclarer l'aéroport de Hamilton sous-utilisé. Trois ans se sont écoulés depuis. Le ministre des Transports voudrait-il dégager immédiatement l'aéroport Pearson qui est paralysé en dirigeant le trafic aérien vers l'aéroport sous-utilisé et rentable de Hamilton?

L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, l'aéroport international Pearson n'est pas paralysé. Le trafic est régulier.

• (1440)

Pour ce qui est de l'aéroport de Hamilton, nous oeuvrons sur place depuis quatre ans avec les intéressés afin d'assurer l'exploitation de cet aéroport.

Mme Copps: Quelle farce.

Mme Martin: Nous avons maintenant des départs et des arrivées à Hamilton.

Une voix: Une fois par semaine.

Mme Martin: Un peu plus, Monsieur. Vous devriez l'essayer vous-même. Nous examinerons certainement le cas de Hamilton dans le cadre de l'étude d'ensemble des problèmes à moyen et à long terme dans la région et de la gestion de l'espace aérien du sud-ouest de l'Ontario.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES DROITS AMÉRICAINS SUR LES BARDEAUX CANADIENS

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La semaine dernière, le président américain, M. Reagan, a pris une mesure qui sera catastrophique pour le secteur des bardeaux de cèdre de la Colombie-Britannique, en lui imposant des droits compensateurs de 20 p. 100.

Le premier ministre est-il conscient de la gravité de cette mesure et devant cette attaque, va-t-il capituler ou se porter à la défense des travailleurs, des propriétaires et de leurs familles?